

**CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU RHONE**

Direction de la Vie Locale
Service des communes
12445

**RÉUNION DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 27 JUIN 2019
SOUS LA PRÉSIDENTE DE MME MARTINE VASSAL
RAPPORTEUR(S) : MME MARTINE VASSAL**

**OBJET : Aide du Département aux équipements pour la sécurité publique - Année 2019 -
1ère répartition.**

Madame la Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône soumet à la Commission permanente le rapport suivant :

Par délibération du 14 décembre 2018, le Conseil départemental a approuvé la modification et l'évolution du dispositif d'aide départementale aux équipements de vidéoprotection et à la protection contre les intrusions, destinée aux communes et à leurs groupements, désormais appelé "aide du Département aux équipements pour la sécurité publique".

En effet, au vu du contexte "post attentats" lié à l'état d'urgence, aux mesures renforcées de protection des bâtiments publics et aux missions de plus en plus nombreuses de la police municipale exposée à des actes de violence, le Département a été amené à étendre le champ d'éligibilité de ce dispositif.

Sont pris en compte outre la vidéoprotection, tous les travaux d'adaptation de locaux permettant le contrôle des accès et la prévention contre les intrusions, les véhicules et équipements des policiers municipaux et les achats de matériel pour la réserve communale de sécurité civile.

Dans ce cadre, le Département souhaite ainsi contribuer à :

- l'installation de systèmes de vidéoprotection et de systèmes permettant le contrôle des accès aux bâtiments publics pour la prévention et la sécurité sur la voie publique afin d'assurer la sécurité des citoyens, avec une priorité donnée à la mise en place de la vidéoprotection aux abords des collèges et des bâtiments recevant des enfants,
- accompagner le Plan départemental de la prévention de la délinquance,
- aider la police municipale à l'acquisition de véhicules et d'équipements,
- aider la réserve communale de sécurité civile à l'acquisition d'équipements.

Peuvent être pris en compte au titre de ce dispositif :

- les études techniques de faisabilité pour l'installation de dispositifs de surveillance sur la voie publique, ainsi que les bâtiments et équipements publics,

- les acquisitions de matériel et de logiciels constituant la chaîne de la vidéoprotection depuis les caméras jusqu'aux équipements permettant la restitution et le traitement des images,
- les travaux et équipements permettant le contrôle des accès et la prévention contre les intrusions (visiophones, caméras dans les parties communes, renforcement et protection des ouvertures...),
- les travaux de génie civil pour le déploiement du réseau,
- l'acquisition de véhicules (véhicule électrique, vélos, scooters, gyropodes etc.) et matériels (gilets pare-balles, armes etc.) destinés à la police municipale,
- l'acquisition de matériel dédiée à la réserve communale de sécurité civile (gilets réfléchissants, talkie-walkie etc.).

Le taux de la subvention est de 20 % à 60 % en fonction de l'intérêt du projet mais aussi des autres participations.

Pour le financement de l'installation de la vidéoprotection autour et aux abords des collèges et des bâtiments recevant des enfants (écoles, crèches, CLSH), le taux applicable sera défini en fonction du projet mais aussi de la participation de l'Etat, dans la limite de 80 %.

Le nombre de dossiers est limité exclusivement à trois par commune et par an, dont un pour les bâtiments accueillant des enfants, un dans le cadre des équipements de vidéoprotection et de prévention contre les intrusions, et un dossier dédié aux équipements pour la police municipale ou la réserve communale de sécurité civile.

Les pièces justificatives demandées pour ce dispositif tiennent compte de la réglementation en vigueur pour les installations de systèmes de vidéoprotection.

L'objectif pour le Département est de s'assurer que les projets financés respecteront bien le cadre légal dans lequel s'inscrit l'opération.

Le Département consacre à cette action 2,5 M € en 2019.

Le présent rapport a pour objet de soumettre à votre appréciation les demandes de subventions départementales, figurant en annexe 1 au titre d'une première répartition.

Les subventions s'élèvent à 1 149 520 € sur un montant total de 2 506 056 € HT.

Telles sont les raisons qui m'incitent à proposer à la Commission permanente de prendre la délibération ci-après.

Signé
La Présidente du Conseil départemental

Martine VASSAL